

## **Témoignages de personnels des services publics recueillis lors de la manifestation du 22 mars.**

**Tous ensemble pour défendre un service public de qualité ! Pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation du pouvoir d'achat des fonctionnaires !**

### **Virginie / infirmière psychiatrique / Bordeaux**

2 infirmières pour 24 patients en très grande souffrance, j'ai le sentiment de ne plus être soignante, de faire le métier pour lequel j'ai été formée. Il n'y a plus d'humanité à cause du manque de personnel et de formation. En plus du manque de reconnaissance et de respect de notre hiérarchie, nous avons de plus en plus de responsabilité et de compte à rendre. La pression administrative nous fait travailler avec un sentiment d'insécurité : beaucoup de burn-out

### **Laurie et Isabelle / agent.es du centre des impôts / Cenon**

Avec 25 000 suppression d'emplois annoncés, on s'inquiète de voir disparaître beaucoup de centres de proximité qui vont laisser les usagers les plus démunis seuls qui seront obligés de se déplacer vers les métropoles pour rencontrer un agent des impôts...

Ce qui nous attend (salariés et usagers) c'est la mutualisation de services publics (centre des impôts, postes...)

Les reconversions qu'on nous propose (hôpitaux, collectivités territoriales...)

en rajoute au sentiment d'insécurité professionnelle : on ne sait pas ce qui nous attend.

### **Gilles/ Technicien Institut National de la Recherche Agronomique / Villenave d'Ornon**

Les départs en retraite ne sont pas remplacés. Par manque de personnel et de moyen, on a de plus de plus de travail. Nous avons appris récemment la volonté de fusionner avec l'IRSTEA (Institut de Recherche en Sciences et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture) dans le seul but de réduire les coûts de fonctionnement. L'INRA devra intégrer l'IRSTEA en son sein alors que cet institut est moribond et à terme, nous craignons la destruction du service public de la recherche agronomique au profit du privé.

### **Valérie / assistante sociale Éducation Nationale / St André de Cubzac**

Nos secteurs d'interventions sont de plus en plus grands et mal organisés, par manque de postes et de moyens. Notre travail et notre niveau de qualification n'est pas reconnu par l'administration et nous avons le sentiment que notre voix ne compte pas dans les équipes éducatives.

Nous ne pouvons plus répondre aux situations sociales de plus en plus difficiles des collégiens ou lycéens.

### **Julia / enseignante spécialisée / Bordeaux**

l'institution semé le chaos sur le terrain avec des mesures économiques et idéologiques qui détruisent le métier. Les enseignants sont perdus et en souffrance.

### **Emmanuelle / professeure des écoles en maternelle / Bordeaux**

Je suis de plus en plus démunie pour aider mes élèves en grande difficulté depuis que les RASED disparaissent en maternelle ;

### **Annick / éducatrice spécialisée en milieu ouvert / secteur Médoc**

On doit faire de plus en plus avec de moins en moins de moyens : les secteurs d'intervention ont été de plus en plus élargis et on a de moins en moins de véhicules de fonction pour nos trajets ; on

reçoit les familles dans des locaux exigus et surpeuplés et le plus grave, c'est le manque de personnel pour traiter les mesures judiciaires d'investigations (56 situations de mineurs en danger sont restées en attente pendant l'été).

**Valerie / professeur en lycée / Bordeaux**

35 élèves par classe : comment les faire réussir toutes ?

**Thomas / fonctionnaire territorial du département (infrastructures routières)**

La réduction des effectifs entraîne une désorganisation et une surcharge de travail. On n'y arrive plus !

**Géraldine / chef de projet « accompagnement pédagogique des étudiants réfugiés » / université Bordeaux Montaigne**

Les réductions budgétaires nous obligent à chercher des financements dans le privé et des mécènes. Je me sens impuissante à aider les étudiants réfugiés à continuer leurs études d'autant qu'ils rencontrent beaucoup d'autres difficultés (revenus, logement....)

**Alexandre / personnel technique / université Bordeaux Montaigne**

Précarisation du travail, continuité du service altérée, manque de personnel statutaire, externalisation des missions, turn-over : burn-out

On n'est pas rentré dans la nouvelle université de Bordeaux : On paie le prix de la dissidence.

**Isabelle / aide soignante / unité Alzheimer de l'EHPAD de Lanton.**

Pour faire des économies les effectifs sont réduits, on ne tient plus compte de l'humain, notre travail est réduit à des gestes techniques : 14 minutes par résident pour la toilette et la réfection de la chambre. Nous sommes toutes victimes de troubles musculo-squelettiques graves qui nous empêchent d'aller jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite.

2600 euros c'est le coût de la pension de chaque résident et les salaires ne sont même pas compris dedans : ou va l'argent ?

**Jean Dominique / postier / Bordeaux**

En 10 ans 100 000 emplois statutaires ont été supprimés à la poste . Des contractuels précaires ont été embauchés pour compenser.

Contrairement aux messages publicitaires de la Poste, on n'a plus le temps d'accorder de l'attention aux usagers ! Maintenant on fait de la « distribution pilotée » de courrier, la poste choisit de favoriser les clients qui reçoivent beaucoup de courrier au détriments des autres.